



Mise en œuvre de la résolution WHA75.11 (2022)

Rapport du Directeur général

1. En mai 2022, la Soixante-Quatrième Assemblée mondiale de la Santé a adopté la résolution WHA75.11, dans laquelle elle adresse un certain nombre de demandes au Secrétariat. Le présent rapport expose la suite donnée par le Secrétariat à ces demandes.

LE POINT SUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA RÉOLUTION¹

Soutien de l'OMS à l'intervention humanitaire et sanitaire d'urgence

2. Dans la résolution, le Directeur général est prié de mettre à disposition le personnel, les ressources financières et le soutien au leadership nécessaires aux trois niveaux de l'Organisation pour une intervention humanitaire et sanitaire d'urgence efficace et responsable, y compris les fonctions essentielles du Groupe sectoriel pour la santé, sous la direction du Programme OMS de gestion des situations d'urgence sanitaire et conformément aux résolutions pertinentes de l'Assemblée de la Santé.

3. Le 25 février 2022, l'OMS a déclaré que la situation en Ukraine constituait une urgence humanitaire de niveau 3 puis a mis sur pied une équipe de gestion des incidents en Ukraine, qui bénéficie du soutien d'une équipe d'appui à la gestion des incidents au Bureau régional de l'Europe et au Siège. Les fonctions essentielles au sein des deux équipes ont été immédiatement assurées grâce à la réaffectation de membres du personnel, à des déploiements d'urgence et à des recrutements. Un montant total de 9 918 572 dollars des États-Unis (USD) a été prélevé sur le Fonds de réserve pour les situations d'urgence entre le 24 février et le 9 mars 2022.

4. En outre, l'OMS coordonne depuis le 21 mars 2022 le Centre pour la santé des réfugiés, un dispositif interinstitutions auquel participent également le Centre européen de prévention et de contrôle des maladies, l'OIM, le FNUAP, le HCR et l'UNICEF. Dans ce cadre, une antenne a été ouverte en Pologne pour fournir des conseils, des compétences techniques et une aide aux missions aux pays qui accueillent des réfugiés. Les bureaux de pays ont continué à soutenir directement les ministères de la santé, ainsi que leurs partenaires.

¹ Données au 31 octobre 2022, sauf indication contraire.

5. L'OMS apporte son soutien au Ministère ukrainien de la santé en continuant de coordonner 157 partenaires internationaux et locaux du Groupe sectoriel pour la santé dans l'ensemble de l'Ukraine. La coordination a lieu aux niveaux national et infranational, et 10 groupes de travail techniques sont actuellement actifs. Les partenaires mènent à bien diverses activités : soutien direct aux établissements de santé, assistance aux personnes dans le besoin et évaluation et analyse des besoins en matière de santé. Certains partenaires gèrent des unités intégrées de santé et de protection afin d'être en mesure d'atteindre les populations vulnérables, par exemple les personnes âgées, les personnes handicapées et les victimes de violence. Fin novembre 2022, les partenaires du Groupe sectoriel pour la santé avaient mis en œuvre des activités dans 591 établissements humains de 25 régions administratives, dont ont bénéficié environ 9,1 millions de personnes.

Prévention de l'exploitation, des abus et du harcèlement sexuels et lutte contre de tels actes

6. Dans la résolution, le Directeur général est prié de veiller à ce que l'action sanitaire dirigée par l'OMS sur le terrain soit conforme aux normes les plus exigeantes en matière de prévention de l'exploitation, des abus et du harcèlement sexuels, ainsi que de lutte contre de tels actes et, en collaboration avec d'autres organismes, propose des soins de santé et un soutien adéquats aux victimes et consigne les cas d'abus sexuels, y compris ceux commis par l'armée.

7. L'OMS a pris des mesures pour intégrer les mesures de protection contre l'exploitation, les abus et le harcèlement sexuels dans les interventions en se dotant de moyens de prévention, de notification et d'intervention ; en contribuant aux actions interinstitutions de prévention ; et, aux côtés de spécialistes de la lutte contre la violence fondée sur le genre, de la santé mentale et du soutien psychosocial, en collaborant avec le secteur de la santé et les intervenants en première ligne pour renforcer les capacités afin d'élargir l'accès aux services de lutte contre la violence fondée sur le genre en tant qu'éléments du parcours de soins.

8. Des mesures préventives, telles que des modes opératoires normalisés pour la sécurité du recrutement pendant les opérations d'intensification, ont été adoptées et sont en cours de mise en œuvre pour toutes les interventions en Ukraine. Tous les membres du personnel nouvellement recrutés et déployés font l'objet d'un contrôle par le biais de la base de données Clear Check de l'ONU et d'une vérification de leurs antécédents. Ils sont tenus de signer la liste de contrôle préalable au déploiement, qui confirme qu'ils ont lu la politique de l'Organisation en matière de prévention de l'exploitation, des abus et du harcèlement sexuels et de lutte contre de tels actes, qu'ils ont suivi la formation obligatoire et qu'ils comprennent les conséquences du non-respect de cette politique. En septembre 2022, 255 membres du personnel avaient fait l'objet d'un contrôle. Des efforts sont faits pour s'assurer que tous les accords contractuels avec des particuliers et des prestataires comportent les clauses nécessaires. Les considérations relatives à la prévention de l'exploitation, des abus et du harcèlement sexuels et à la lutte contre de tels actes sont pleinement intégrées dans les plans techniques, de financement et de mobilisation des ressources.

9. Des spécialistes de l'OMS dans ce domaine participent activement aux mécanismes nationaux et régionaux de prévention de l'exploitation, des abus et du harcèlement sexuels et de coordination interinstitutions. Dans le cadre des activités du réseau, l'OMS a participé à une évaluation conjointe des risques dans deux zones frontalières en Pologne afin de repérer les risques et les besoins liés à la violence de genre et à l'exploitation, aux abus et au harcèlement sexuels, et a formé 137 agents de santé de première ligne à la prévention de l'exploitation, des abus et du harcèlement sexuels et à la lutte contre de tels actes. En République de Moldova, l'OMS a collaboré avec ONU-Femmes pour organiser une série de sessions de formation conjointes sur la prise en compte du genre dans les situations d'urgence et sur la prévention de l'exploitation, des abus et du harcèlement sexuels et de la violence de genre, à l'intention des ministères concernés, des partenaires et des intervenants en première ligne. En Roumanie,

L'OMS a intégré des mesures de prévention de l'exploitation, des abus et du harcèlement sexuels et de la lutte contre de tels actes dans le cadre de la mise en œuvre de l'ensemble minimal de services initiaux de santé sexuelle et reproductive, et elle recrute actuellement un spécialiste national à plein temps dans ce domaine pour faciliter le déploiement et la mise en œuvre de ces services. En Ukraine, l'OMS contribue à des mesures conjointes visant à renforcer les mécanismes communautaires de plainte et les capacités des partenaires d'exécution. L'OMS déploie des moyens afin d'aider les groupes sectoriels pour la santé à prendre en considération la prévention de l'exploitation, des abus et du harcèlement sexuels et la lutte contre de tels actes.

10. L'OMS a recruté et emploie des spécialistes dans ses Bureaux en Pologne, en République de Moldova et en Ukraine, ainsi qu'au Bureau régional de l'Europe et au Siège. Ces spécialistes sont tous intégrés dans leurs systèmes respectifs de gestion des incidents et fournissent, en fonction des besoins, un appui technique aux pays accueillant des réfugiés.

Appui au le secteur de la santé

11. Dans la résolution, le Directeur général est prié de continuer à soutenir les secteurs de la santé en Ukraine et dans les pays qui reçoivent des réfugiés et ceux qui en accueillent en appliquant une approche fondée sur le système de santé, notamment par le biais de programmes de renforcement des capacités de préparation et d'action pour les soins de traumatologie et face aux victimes en grand nombre, ainsi que pour le maintien des services de santé de base et de promotion de l'accès à ceux-ci dans le contexte d'un conflit.

12. L'OMS collabore directement avec le Ministère ukrainien de la santé et ses partenaires pour fournir des services en s'appuyant sur le système de santé existant, fournissant un soutien dans les zones où il est surchargé et où les services sont perturbés, et renforçant la sensibilisation communautaire dans les zones d'insécurité. Le système de santé et la société civile ukrainiens ont joué un rôle prépondérant dans l'extension des services de santé aux personnes blessées, prises au piège et déplacées au début de la guerre, et continuent de diriger la prestation de services de santé à l'ensemble de la population à ce jour. L'OMS est déterminée à soutenir le rétablissement du système de santé, qui devra être plus solide, plus équitable et plus inclusif. L'OMS a entamé des discussions avec le Ministère de la santé et le Service national de santé de l'Ukraine (le seul payeur des services de santé) sur les révisions du programme de garanties médicales, qui spécifie le contenu des ensembles nationaux de services de santé, afin de s'assurer que ceux-ci correspondent aux besoins de santé prioritaires actuels, dans le contexte de l'urgence et au-delà.

13. L'OMS a aidé le Ministère ukrainien de la santé à former plus de 9500 soignants dans divers domaines, dont la chirurgie traumatologique, la prise en charge de victimes en grand nombre, l'exposition aux produits chimiques, l'épidémiologie et les outils de diagnostic en laboratoire. L'OMS coordonne 20 équipes médicales d'urgence de neuf organisations travaillant dans 10 régions administratives dans les domaines des soins de traumatologie, du transfert des patients, des évacuations médicales, de la réadaptation, de la formation, et des soins ambulatoires et hospitaliers. Au 26 septembre 2022, 14 580 consultations avaient été assurées, dont 15 % pour des traumatismes et 9 % pour des maladies infectieuses. Cinq équipes médicales d'urgence, dont quatre équipes nationales, participent à l'intervention d'urgence dans les zones nouvellement accessibles de la région de Kharkiv. L'OMS et ses partenaires ont mobilisé 90 unités sanitaires mobiles dans les communautés touchées de la région administrative (oblast) de Kyïv, et ont ainsi fourni des services de santé à 3103 patients. L'OMS renforce les services de réadaptation en fournissant un appui technique, du matériel, des consommables et des technologies d'assistance, et en formant des agents d'entraide au niveau communautaire.

14. L'OMS continue de soutenir la riposte à la maladie à coronavirus 2019 (COVID-19) en renforçant les capacités de test dans les 26 laboratoires de santé publique, en dispensant une formation et en facilitant la prise en charge clinique des patients atteints de COVID-19, notamment dans les unités de soins intensifs. En août 2022, l'OMS a soutenu une campagne de vaccination de proximité pour les populations déplacées à l'intérieur du pays, dans 175 localités de huit régions de l'ouest, en distribuant 5953 doses de vaccins, dont de vaccin anti-COVID-19 obtenues par l'intermédiaire du Mécanisme COVAX, et de vaccins antidiptérique, antirougeoleux, antipoliomyélitique et antituberculeux. L'OMS a acheté 25 kits de laboratoire pour le choléra et 5000 tests de diagnostic rapide, et collabore avec le Ministère de la santé à l'élaboration d'un plan de préparation et de riposte au choléra et à la sensibilisation de plus de 12 millions d'Ukrainiens aux risques que représentent le choléra et d'autres maladies d'origine alimentaire et à transmission hydrique. L'OMS soutient la riposte à la poliomyélite dans l'ouest de l'Ukraine grâce à la surveillance syndromique et environnementale, à la vaccination, à la communication sur les risques et à la participation communautaire. L'OMS apporte également un soutien ciblé pour faire face aux cas notifiés de variole simienne, notamment en fournissant du matériel de diagnostic et en assurant une surveillance épidémiologique.

15. L'OMS aide le Gouvernement ukrainien à se préparer et à planifier les interventions en cas d'urgence radiologique et nucléaire en organisant une série de sessions de formation et en élaborant des produits d'information sur les interventions médicales face aux situations d'urgence radiologique. L'OMS élabore actuellement du matériel de formation sur les premiers secours et sur la santé mentale et le soutien psychosocial dans les situations d'urgence radiologique.

16. L'OMS a mis au point un module de formation à l'intention des prestataires de soins de santé primaires et l'a déployé dans trois régions administratives (Odessa, Dnipropetrovsk, Kyïv), et 62 prestataires en ont bénéficié.¹ Cette formation sera étendue à huit régions, pour plus de 200 prestataires de soins de santé primaires. En outre, l'OMS soutient le renforcement du cadre réglementaire national pour la gestion des interventions de première ligne pour les victimes de violence fondée sur le genre.

17. Le Centre pour la santé des réfugiés a fourni un soutien opérationnel immédiat aux pays qui accueillent des réfugiés, et a facilité la coordination et la collaboration pour assurer la cohérence des politiques et des interventions et le soutien aux stratégies, aux orientations et aux systèmes pour les interventions sanitaires des gouvernements nationaux et des partenaires en faveur des réfugiés. En particulier, il a soutenu la création de groupes de travail nationaux sur la santé en Pologne, en République de Moldova, en Roumanie et en Slovaquie afin de favoriser la coordination. Le Centre pour la santé des réfugiés a également mis au point des informations interinstitutions pour orienter l'évaluation de l'état de santé de chaque réfugié fuyant la guerre en Ukraine et il soutient les évaluations multisectorielles des besoins, y compris en matière de santé, de santé mentale et de soutien psychosocial en Hongrie, en Pologne, en République de Moldova, en Roumanie et en Slovaquie.

18. L'OMS apporte son soutien à la conception et à l'élaboration de politiques visant à élargir l'accès aux services de santé. Malgré l'augmentation du nombre de réfugiés enregistrés au titre de la directive relative à la protection temporaire ces derniers mois, des cas d'obstacles à l'accès aux services de santé ont été signalés dans de nombreux pays.² L'OMS et ses partenaires aident les organisations locales et les particuliers à améliorer l'accès ou à orienter les personnes vers des services gratuits ou subventionnés. L'OMS a mis au point un guide pour aider les réfugiés à obtenir un numéro du système

¹ *Caring for women subjected to violence: a WHO curriculum for training health care providers, revised edition 2021*. Genève, Organisation mondiale de la Santé, 2021 (<https://www.who.int/publications/i/item/9789240039803>, consulté le 27 novembre 2022).

² Operational data portal (base de données en ligne). Ukraine refugee situation, 4 octobre 2022. Genève, Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, 2022 (<https://data.unhcr.org/en/situations/ukraine>, consulté le 7 octobre 2022).

électronique universel d'enregistrement de la population en Pologne, a procédé à une évaluation de l'accès aux soins de santé et de leur utilisation parmi les réfugiés ukrainiens en République de Moldova, et a mis en place des centres de coordination pour les équipes de gestion des situations d'urgence dans les deux pays.

19. Au 6 octobre 2022, 1357 évacuations sanitaires avaient eu lieu avec le soutien de l'Union européenne.¹ Les patients évacués sont principalement traités pour un cancer, des blessures liées au conflit et des traumatismes à prendre en charge en urgence. L'OMS a soutenu les évacuations médicales coordonnées par le Ministère ukrainien de la santé, notamment en apportant un appui technique à l'équipe spéciale d'évacuation médicale du Ministère de la santé, en finançant des éléments du transfert de patients depuis l'Ukraine et en coordonnant les équipes de gestion des situations d'urgence, en collaboration avec la Commission européenne. L'OMS collabore actuellement avec la Commission européenne et le Ministère ukrainien de la santé sur une proposition de système et de mécanismes de rapatriement coordonnés pour les patients qui ont été évacués pour raisons médicales dans le cadre du processus actuel et qui peuvent et souhaitent retourner en Ukraine.

20. Depuis juin 2022, plus de 1500 personnes ont bénéficié de sessions et d'ateliers de formation sur la prestation de services aux réfugiés, en particulier sur la prise en charge de victimes en grand nombre, le diagnostic et la prise en charge des maladies infectieuses, et l'auto-analyse comparative pour l'assurance de la qualité et les achats d'urgence. Ces sessions de formation ont eu lieu principalement en Pologne et en République de Moldova.

Achat de médicaments essentiels et de fournitures

21. Dans la résolution, le Directeur général est prié de soutenir l'achat durable de médicaments essentiels, d'équipements médicaux et d'autres technologies de la santé.

22. L'OMS soutient le système d'achats et d'approvisionnement du Ministère de la santé à plusieurs niveaux et aide les partenaires à gérer les stocks d'urgence, ce qui permet de répondre efficacement aux demandes ponctuelles et d'estimer les pénuries. La présence accrue de l'OMS à Dnipro et bientôt à Odessa permettra d'accroître les capacités de stockage dans toute l'Ukraine et de renforcer ainsi le système de distribution. L'OMS a acheté 1534 tonnes de médicaments et de fournitures médicales, d'une valeur de plus de 50 millions USD. Au cours des prochains mois, les capacités de distribution devront être renforcées pour satisfaire les besoins. Des fournitures utilisées en traumatologie, d'une valeur de plus de 3 millions USD, ont été distribuées, ce qui a permis de réaliser jusqu'à 20 000 interventions chirurgicales ; plus de 1,3 million USD de fournitures d'urgence et plus de 1,2 million USD de médicaments pour la prise en charge de maladies chroniques ont été distribués, et près de 1,5 million de personnes en ont bénéficié ; et des kits de diagnostic du choléra d'une valeur de plus de 46 000 USD ont été distribués pour dépister jusqu'à 10 000 cas.

23. En septembre 2022, l'OMS avait livré 108 tonnes de fournitures et d'équipements à la Hongrie, à la Pologne, à la République de Moldova, à la Roumanie et à la Slovaquie, pour une valeur de plus de 5,4 millions USD, afin de faciliter la prestation de soins de santé de base et la livraison de fournitures de laboratoire et de tests de la COVID-19, de fournitures pour la traumatologie, de médicaments antituberculeux et de kits de test PCR.

¹ Russia's war on Ukraine, MEDEVAC operations daily map, 6 octobre 2022. Bruxelles, Direction générale de la protection civile et des opérations d'aide humanitaire européennes, 2022 ([https://ercportal.jrc.ec.europa.eu/ercmaps/20221006_DM_new_MEDEVAC_Ukraine_ISAA\(1\).pdf](https://ercportal.jrc.ec.europa.eu/ercmaps/20221006_DM_new_MEDEVAC_Ukraine_ISAA(1).pdf), consulté le 27 novembre 2022).

Surveillance des attaques visant les services de santé

24. Dans la résolution, le Directeur général est prié de poursuivre la surveillance, la collecte, l'enregistrement et la diffusion de données sur les attaques commises contre les établissements de santé, les agents de santé, les moyens de transports sanitaires et les patients en Ukraine.

25. Au 7 octobre 2022, un total de 600 attaques visant les services de santé, ayant fait directement 129 blessés et 100 morts, avaient été vérifiées grâce au système de surveillance des attaques visant les soins de santé.¹

Évaluation de la santé mentale et des besoins psychosociaux

26. Dans la résolution, le Directeur général est prié d'évaluer, en coopération étroite avec les partenaires du Groupe sectoriel pour la santé et d'autres organismes compétents du système des Nations Unies, l'étendue et la nature des problèmes de santé mentale découlant de la situation qui perdure en Ukraine, dans les pays qui reçoivent des réfugiés et dans ceux qui en accueillent.

27. L'OMS et ses partenaires facilitent les interventions interinstitutions en coprésidant le groupe de travail technique sur la santé mentale et le soutien psychosocial, dont font partie quelque 270 partenaires. L'OMS a dirigé l'élaboration d'un cadre pour les mesures multisectorielles de santé mentale et de soutien psychosocial, et soutient l'intégration des services de santé mentale dans les soins de santé primaires. L'OMS dirige un groupe de partenaires qui mettent en œuvre une formation en Ukraine sur la base du programme d'action Comblent les lacunes en santé mentale² et elle a lancé une campagne nationale sur la gestion du stress. L'OMS soutient les équipes communautaires de santé mentale. De février à juillet 2022, 21 équipes communautaires de santé mentale ont assuré 13 762 consultations.

Allocation des ressources

28. Dans la résolution, le Directeur général est prié de veiller à l'allocation des ressources humaines et financières suffisantes pour atteindre ces objectifs.

29. Il a été difficile de recruter assez de personnel pour l'ensemble des interventions. On a privilégié les contrats à court terme pour des experts techniques hautement qualifiés. Cela a entraîné d'importantes difficultés en matière de ressources humaines et de mobilisation aux trois niveaux d'intervention. À l'heure actuelle, la gestion des ressources humaines s'est développée pour inclure des partenaires de réserve et des déploiements par l'intermédiaire du Réseau mondial d'alerte et d'action en cas d'épidémie (GOARN) pour combler les lacunes. L'équipe des ressources humaines a été reconfigurée au Siège de l'OMS, au Bureau régional de l'Europe et au Bureau de l'OMS en Ukraine afin de faciliter le recrutement de spécialistes techniques qualifiés. Au total, 174 déploiements ont eu lieu dans le cadre de l'intervention en Ukraine.

30. La mobilisation des ressources a été fructueuse en 2022. Au 7 octobre, 128 millions USD avaient été collectés à l'appui de l'Ukraine et des pays qui reçoivent des réfugiés et de ceux qui en accueillent. Il faut obtenir des ressources financières pour l'avenir, car le conflit devrait se poursuivre au-delà

¹ Surveillance system for attacks on health care. Genève, Organisation mondiale de la Santé, 2022 (<https://extranet.who.int/ssa/Index.aspx>, consulté le 7 octobre 2022).

² Voir <https://www.who.int/teams/mental-health-and-substance-use/treatment-care/mental-health-gap-action-programme>, consulté le 25 novembre 2022.

de 2022 et il faudra financer le relèvement et la reconstruction. Un financement à plus long terme aiderait à obtenir des ressources futures, y compris des ressources humaines.

Répercussions sur la santé

31. Dans la résolution, le Directeur général est prié de faire rapport à la Soixante-Seizième Assemblée mondiale de la Santé, en 2023, par l'intermédiaire du Conseil exécutif à sa cent cinquante-deuxième session, sur l'application de la présente résolution, y compris une évaluation des répercussions directes et indirectes de l'agression de la Fédération de Russie contre l'Ukraine sur la santé de la population ukrainienne, ainsi que des répercussions sur la santé dans la région et au-delà.

32. Au 3 octobre 2022, 15 246 victimes civiles avaient été recensées à la suite de l'invasion de l'Ukraine, dont 6114 morts et 9132 blessés, bien que le bilan réel soit certainement beaucoup plus élevé.¹ Le nombre de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays est estimé à près de 6,2 millions et 7,6 millions de réfugiés ont été enregistrés dans toute l'Europe, dont plus de 4,2 millions au titre de la directive relative à la protection temporaire ou de régimes de protection similaires. Selon la définition de l'Organisation des Nations Unies, 17,7 millions de personnes ont besoin d'aide humanitaire.²

33. La prestation des services de santé est perturbée, en particulier dans les régions du nord, de l'est et du sud de l'Ukraine qui sont occupées ou qui ont récemment été libérées, ou dans les zones proches des lignes de combat, et les systèmes dans ces zones sont mis à rude épreuve. Dans d'autres régions du pays, où une proportion importante de la population est déplacée, le système de soins est surchargé. De plus, à l'heure actuelle, les informations proviennent de la surveillance des événements à partir de sources ouvertes et des données historiques sur la charge de morbidité. L'OMS surveille les signaux de flambées potentielles dans toutes les régions d'Ukraine et dans les pays qui accueillent des réfugiés. Les données collectées relèvent de domaines thématiques prédéfinis et de différentes catégories : maladies infectieuses, déplacements, risques environnementaux et événements chimiques, radiologiques ou nucléaires. Les évaluations participatives des besoins ont montré qu'il était plus difficile d'accéder aux services de santé dans les zones de combat. Il ressort de l'évaluation de l'OMS que 27 % des personnes qui ont souhaité se faire soigner se sont heurtées à des obstacles liés au coût, au temps ou aux moyens de transport. Vingt pour cent des personnes ont déclaré ne pas avoir accès aux médicaments, trop chers ou non disponibles. Les personnes déplacées ont rencontré davantage d'obstacles et les femmes, en particulier, ont signalé qu'elles dépensaient davantage pour leur santé bien qu'ayant des revenus plus faibles.

34. Selon l'analyse de la situation de la santé publique de l'OMS,³ les perturbations de la vaccination systématique en Ukraine, notamment autour de la ligne de front et dans les zones occupées, font augmenter les risques d'épidémies de maladies à prévention vaccinale, notamment de rougeole, pour lesquelles la couverture vaccinale nationale estimée en Ukraine pour 2021 était de 87 % pour la deuxième dose. Une épidémie entraînerait une morbidité et une mortalité importantes, car il n'y a pas de stocks de vaccins pour y faire face. Le risque d'épidémies d'autres maladies respiratoires, par contact direct, d'origine alimentaire ou à transmission hydrique, y compris de choléra, persiste en raison des déplacements continus, de la surpopulation, des abris de fortune et du manque d'eau, de moyens

¹ Ukraine: civilian casualty update 3 October 2022. Genève, Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, 2022 (<https://www.ohchr.org/en/news/2022/10/ukraine-civilian-casualty-update-3-october-2022>, consulté le 25 novembre 2022).

² Ukraine Situation Report 16 November 2022. New York, Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires, 2022 (<https://reports.unocha.org/en/>, consulté le 25 novembre 2022).

³ WHO Ukraine public health situation analysis, long form, juillet 2022. New York, Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires, 2022 (<https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/ukraine/document/ukraine-public-health-situation-analysis-phsa-long-form-01-aug-2022-en>, consulté le 27 novembre 2022).

d'assainissement et d'hygiène. Des infrastructures civiles auraient été endommagées et détruites, notamment des installations d'approvisionnement en électricité et en eau potable, et des services d'assainissement. Il y a également un risque plus important de voir se propager le VIH et la tuberculose multirésistante en raison de la perturbation des traitements. En 2020, la tuberculose a entraîné 2927 décès (7 pour 100 000 habitants) en Ukraine. La même année, l'Ukraine affichait le deuxième taux le plus élevé de nouvelles infections à VIH diagnostiquées (39 pour 100 000 habitants) de la Région européenne de l'OMS. Avec la reprise des voyages et du commerce entre l'Ukraine et le reste du monde, ces risques pour la santé publique s'étendent au-delà de l'Ukraine et des pays qui accueillent des réfugiés. En outre, la COVID-19 reste une menace importante, en particulier compte tenu des faibles taux de vaccination. Un grand nombre de cas de COVID-19 ont encore été notifiés en Ukraine. Fin septembre 2022, quatre cas de variole simienne avaient été confirmés.

35. Plusieurs problèmes dans le domaine de la santé mentale sont apparus, notamment l'intégration de professionnels ukrainiens de la santé mentale agréés dans les systèmes de santé nationaux en Europe, une interprétation adéquate pour les usagers des services, la liaison de différentes interventions de santé mentale et de soutien psychosocial à un système d'orientation et la cohésion des ressources et de la formation en matière de santé mentale et de soutien psychosocial entre les organisations afin d'éviter les doubles emplois. Les perceptions négatives et la stigmatisation entourant la recherche d'aide ont entraîné des difficultés importantes pour les prestataires de services de santé mentale et de soutien psychosocial.

36. La Commission d'enquête internationale indépendante sur l'Ukraine a signalé de multiples incidents liés à la violence de genre. Les victimes étaient âgées de 4 à 82 ans.¹ Dans toute l'Ukraine, les professionnels n'ont pas les connaissances et les compétences spécifiques nécessaires pour s'occuper des victimes.² En outre, les acteurs humanitaires ont signalé qu'il était difficile de fournir une contraception d'urgence aux victimes. Des cas de traite d'êtres humains et des difficultés d'accès aux services en raison de la violence de genre ont été signalés dans les populations déplacées au-delà de la frontière ukrainienne, en raison de l'absence de services ou de connaissances sur la manière d'y accéder.

37. En juin 2022, 12 signaux médiatiques en open source ont été captés concernant le rejet de produits chimiques industriels à cause de la guerre dans les oblasts de Soumy, Donetsk, Louhansk et Kharkiv, apparemment sans conséquences sur la santé publique. L'OMS et ses partenaires continuent de surveiller et de vérifier ces signaux. Le risque reste élevé de voir survenir une urgence nucléaire en raison d'un bombardement des centrales nucléaires, d'une panne de l'alimentation électrique d'un réacteur ou de l'incapacité à en assurer l'entretien nécessaire. L'Agence internationale de l'énergie atomique s'est déclarée préoccupée par le risque d'accident grave mettant en péril la santé humaine et l'environnement à la suite des bombardements signalés près de la centrale nucléaire de Zaporijia.

38. Au 27 septembre 2022, 231 traversées au départ de ports ukrainiens avaient permis de transporter 5 250 578 tonnes de céréales et d'autres denrées alimentaires dans le cadre de l'initiative céréalière de la Mer Noire. Cependant, la guerre en Ukraine continue d'aggraver la crise mondiale de la sécurité alimentaire et de la nutrition, car les prix de l'énergie, des denrées alimentaires et des engrais sont élevés et volatils, les politiques commerciales sont restrictives et la chaîne d'approvisionnement est perturbée. Le nombre de personnes confrontées à une insécurité alimentaire aiguë dans le monde devrait continuer

¹ Update by the Chair of the Independent International Commission of Inquiry on Ukraine, at the 51st session of the Human Rights Council, 23 September 2022. Genève, Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, 2022 (<https://www.ohchr.org/en/statements/2022/09/update-chair-independent-international-commission-inquiry-ukraine-51st-session>, consulté le 27 novembre 2022).

² Conflit en Ukraine : un rapport de l'ONU appelle à mettre fin à l'impunité des auteurs de violence sexuelle. Communiqué de presse, 16 février 2017. Genève, Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, 2022 (<https://www.ohchr.org/fr/press-releases/2017/02/ukraine-conflict-end-impunity-sexual-violence-un-report-urges>, consulté le 27 novembre 2022).

d'augmenter.¹ Selon la mise à jour semestrielle du Rapport mondial 2022 sur les crises alimentaires,² la population qui se trouve aux phases 3, 4 et 5 de l'insécurité alimentaire aiguë est plus importante qu'au cours des six dernières années où le rapport a été établi. En outre, les répercussions de la guerre en Ukraine sont susceptibles d'avoir un impact majeur sur les prochaines campagnes agricoles.

MESURES À PRENDRE PAR LE CONSEIL EXÉCUTIF

39. Le Conseil exécutif est invité à prendre note du rapport et à donner des orientations sur les autres mesures que l'Organisation pourrait prendre pour faire face à la situation d'urgence sanitaire en Ukraine et dans les pays qui reçoivent des réfugiés et ceux qui en accueillent.

= = =

¹ Deuxième déclaration conjointe des dirigeants de la FAO, du FMI, du Groupe de la Banque mondiale, du PAM et de l'OMC sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Rome, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, 2022 (<https://www.fao.org/newsroom/detail/second-joint-statement-by-the-heads-of-fao-imf-wbg-wfp-and-wto-on-the-global-food-security-and-nutrition-crisis/fr>, consulté le 27 novembre 2022).

² 2022 Global report on food crises, joint analysis for better decisions, mid-year update. Rome, Réseau d'information sur la sécurité alimentaire et Réseau mondial contre les crises alimentaires, 2022 (<https://www.fsinplatform.org/sites/default/files/resources/files/GRFC%202022%20MYU%20Final.pdf>, consulté le 27 novembre 2022).